

Conseil d'administration de l'AMJ, Point 2 – I de l'Ordre du Jour

Liberté de la Presse, bilan de la situation mondiale, novembre 2007 – juin 2008

Les attaques à l'encontre des médias sont fréquentes en Amérique latine, où les gangs locaux et les fonctionnaires corrompus ont recours à une violence meurtrière pour réduire au silence ceux qui critiquent. Quatre journalistes ont été tués ces six derniers mois et plusieurs professionnels des médias attaqués, menacés et harcelés. La région se distingue par un manque total de respect envers les journalistes.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, durant les six mois écoulés de nombreux reculs ont été observés dans le domaine de la liberté de la presse, principalement à cause des régimes autocratiques qui empêchent les opinions indépendantes de se faire entendre. Dans toute la région, les blogueurs poursuivent leur lutte incessante pour diffuser les actualités et les informations qui sont négligées ou censurées par les médias gouvernementaux.

En Afrique sub-saharienne, la couverture médiatique des rébellions et des zones de conflit s'est révélée de plus en plus dangereuse, les gouvernements n'hésitant pas à utiliser les chefs d'accusation de sédition et "d'atteinte à la sécurité nationale" pour intimider les médias indépendants et d'opposition. Le fait de contester ou de critiquer le président, les membres du gouvernement ou l'armée conduit aussi de nombreux journalistes africains en prison. Les élections ont exacerbé les tensions et rendu la pratique d'un journalisme précis et adéquat encore plus difficile et risquée.

La liberté de la presse continue d'être mise à mal dans différents pays d'Europe et d'Asie centrale, de manière subtile ou manifeste. Les menaces de mort et les procès demeurent malheureusement monnaie courante pour les journalistes qui couvrent des sujets, tels que les conflits, les crimes de guerre, le crime organisé, ou même pour ceux qui osent tourner en dérision les représentants de l'état ou les symboles nationaux ou religieux.

Dans toute l'Asie, les médias indépendants restent confrontés à une série d'obstacles et sont surtout victimes de gouvernements hostiles et de conflits internes. En Afghanistan et au Pakistan, les journalistes continuent de se battre pour la liberté d'expression. Les dictatures de Birmanie, de Corée du Nord et du Laos ne permettent à aucun média indépendant d'opérer à l'intérieur de leurs frontières.

AMERIQUES

Journalistes tués = Brésil (1), Bolivie (1), Honduras (1), Mexique (1)

TOTAL = 4

Les attaques à l'encontre des médias sont fréquentes en Amérique latine, où les gangs locaux et les fonctionnaires corrompus ont recours à une violence meurtrière pour réduire au silence ceux qui critiquent. Quatre journalistes ont été tués ces six derniers mois et plusieurs professionnels des médias attaqués, menacés et harcelés. La région se distingue par un manque total de respect envers les journalistes.

Le caméraman d'Al-Jazeera Sami Al-Haj a été libéré le 1^{er} mai 2008 de la **Base navale américaine de Guantanamo**, à Cuba, où il était détenu depuis six ans sans inculpation ni procès. Al-Haj avait été arrêté à la frontière pakistano-afghane en décembre 2001, au moment où il couvrait la lutte engagée par les Etats-Unis pour déloger les Talibans, puis envoyé à Guantanamo en juin 2002. Les Américains soutenaient qu'il agissait comme intermédiaire financier pour les rebelles tchéchènes et aidait Al-Qaida et des extrémistes.

Aux **Etats-Unis**, l'éditeur de l'*Oakland Post*, Paul Cobb, a été placé sous protection policière en janvier 2008 après avoir appris que sa tête était mise à prix. Le rédacteur en chef du même hebdomadaire, Chauncey Bailey, a été abattu en août 2007 en se rendant à son travail. Pour un article, Bailey enquêtait sur la situation financière d'une boulangerie, Your Black Muslim Bakery, déclarée en faillite en octobre 2006. Bailey avait également fait état de présumées accusations de viol portées contre Yusuf Bey, le fondateur de la boulangerie. Un commis de 19 ans d'une boulangerie locale a d'abord reconnu l'assassinat de Bailey, se disant irrité par ses articles négatifs sur la boulangerie et son personnel, avant de se rétracter.

Le Président américain George W. Bush a signé des amendements à la loi sur la liberté d'information le 31 décembre 2007 en vue d'améliorer l'accès public aux informations sur les activités du gouvernement fédéral. Ces amendements surviennent quelques semaines après avoir appris que la CIA avait détruit des vidéos, citées comme preuve par la cour, sur des interrogatoires de personnes soupçonnées de terrorisme.

Aucune amélioration n'a été constatée dans le domaine de la liberté d'expression depuis que Raul Castro a accédé à la présidence de **Cuba** en février 2008. Plus de 20 journalistes continuent de purger de longues peines de prison dans des conditions épouvantables, et les associations de défense de la liberté de la presse ont intensifié leur condamnation de ces emprisonnements ces derniers mois, dans l'espoir d'établir un dialogue avec le nouveau président.

En janvier, l'assassinat brutal de José Fernando Gonzáles, propriétaire de Radio Mega au **Honduras**, apporte une fois de plus la preuve que le recours au meurtre est une option courante pour museler les journalistes dans cette partie du monde. Deux inconnus non identifiés sont entrés dans la station de radio en disant qu'ils voulaient acheter un espace publicitaire et ont abattu Gonzáles quand ce dernier s'est présenté. Le meurtre et les menaces de mort font partie du quotidien de la vie des professionnels des médias dans les pays d'Amérique latine comme le **Salvador**, le **Guatemala** et la **Bolivie**, où le journaliste radio Carlos Quispe a été tué lorsqu'un groupe s'opposant au maire de la ville de Pucarani a attaqué les bâtiments municipaux avant de s'en prendre à la station de radio municipale, où le journaliste travaillait. Il a été sauvagement frappé. Il est mort à l'hôpital.

Le **Mexique** détient le record du nombre de meurtres non résolus de journalistes. Un nouvel assassinat est venu s'ajouter à la longue liste de tragédies endeuillant la profession, quand Gerardo Israel García Pimentel, un journaliste de *La Opinión de Michoacán*, a été abattu début décembre par des individus non identifiés dans l'état de Michoacán, où les cartels de la drogue jouent un rôle important et où les assassinats sont fréquents.

Le gouvernement en **Argentine** a fait l'objet de vives critiques en mai, quand la Société Interaméricaine de Presse (IAPA) l'a appelé à ne plus rechercher la confrontation avec les médias et les journalistes pour éviter l'escalade de la violence "qui met en danger la liberté de la presse dans le pays." Selon IAPA, les journalistes et les entreprises de médias ont été la cible d'une campagne lancée par le bureau du président en vue de les discréditer, un peu dans la même ligne que la campagne actuelle menée par le gouvernement du **Venezuela** contre les médias critiques du régime du président Hugo Chavez. Ces derniers mois, des journalistes vénézuéliens ont été victimes de violence policière et de menaces de la part des autorités gouvernementales, conduisant les citoyens ordinaires à également attaquer les journalistes et les entreprises de médias lorsqu'ils étaient mécontents des articles.

Un développement plus positif a eu lieu au **Brésil** en février, quand la Cour Suprême du pays a pris la décision de suspendre temporairement l'application de 20 articles de la loi sur la presse adoptée en 1967 par le régime militaire, en raison d'une "incompatibilité avec les valeurs démocratiques et les standards de la liberté de la presse de la constitution de 1988". Un meurtre a eu lieu au Brésil au cours des six derniers mois. Le caméraman de télévision Walter Lessa de Oliveira a été abattu début janvier, probablement par un trafiquant de drogue qu'il avait filmé peu de temps auparavant pour un documentaire.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Journalistes tués : Irak (9), Territoires Palestiniens (1)
TOTAL = 10

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, durant les six mois écoulés de nombreux reculs ont été observés dans le domaine de la liberté de la presse, principalement à cause des régimes autocratiques qui empêchent les opinions indépendantes de se faire entendre. Dans toute la région, les blogueurs poursuivent leur lutte incessante pour diffuser les actualités et les informations qui sont négligées ou censurées par les médias gouvernementaux.

Malgré un net recul des assassinats de journalistes en **Irak** depuis le début de l'année, les chiffres sont encore élevés, avec neuf journalistes tués depuis novembre 2007. Dans le Kurdistan iraquien, où la liberté de la presse passe pour être plus grande que dans le reste du pays, les conditions de travail des médias indépendants se sont détériorées au cours des derniers mois. Plusieurs journalistes ont été arrêtés et poursuivis, alors que d'autres ont été attaqués apparemment par les forces de sécurité gouvernementales. Un nouveau projet de loi controversé sur les médias a été adopté par le Parlement en décembre 2007, imposant des restrictions sévères sur les médias, et permettant au gouvernement de fermer des journaux. Cependant le président du gouvernement régional du Kurdistan, Masoud Barzani, y a mis son veto. Une nouvelle version du projet de loi sera bientôt débattue devant le parlement.

En **Arabie saoudite**, l'arrestation en décembre 2007 du blogueur Fouad Al-Farhan pour "violation des réglementations" a déclenché une vague de protestations internationales qui semble avoir contribué à sa libération en avril 2008. Une tentative pour élargir la liberté d'expression dans le royaume étroitement contrôlé a été jugulée en février, le gouvernement ayant interdit de diffuser des émissions en direct sur les chaînes de télévision publiques saoudiennes après que les téléspectateurs eurent critiqué les autorités sur Al-Ikhbariya TV. Le directeur de la chaîne a été licencié suite à la diffusion de cette émission.

La liberté d'expression a subi des attaques au **Yemen** fin 2007, lorsque le gouvernement a fermé plusieurs sites web en vue de limiter la libre circulation de l'information sur des questions controversées concernant la rébellion au nord du pays, le mécontentement croissant et les appels séparatistes dans le sud. Le gouvernement a refusé de fournir une quelconque explication sur le blocage des sites internet. En mars, les journaux *Al-Sabah* et *Abwab* ont été interdits de distribution par le gouvernement, et en avril la licence de l'hebdomadaire *Al-Wasat* a été révoquée. Cette décision a ensuite été annulée par un décret début mai. Il semble clair qu'après une période de grande ouverture, le gouvernement yéménite semble vouloir à nouveau resserrer son étau sur les médias.

Durant les violents affrontements au **Liban** début mai, les médias sont devenus les cibles d'attaques sans précédent qui, selon des sources locales, étaient même encore pires que toutes les violations commises à leur encontre durant la guerre civile entre 1975 et 1990. Les entreprises de médias appartenant au fils du premier ministre libanais assassiné, Rafik Hariri, ont été attaquées et incendiées, et plusieurs journalistes harcelés, malmenés et détenus temporairement par des assaillants non identifiés et par des policiers. Deux photographes ont dû être soignés à l'hôpital suite à ces agressions. Six entreprises de médias au moins ont été temporairement obligées de fermer, ou empêchées de paraître.

Les médias dans les **Territoires Palestiniens** continuent de faire les frais du conflit intérieur entre le parti islamiste, le Hamas, qui contrôle la Bande de Gaza, et le parti du président Mahmoud Abbas, le Fatah, qui contrôle la Cisjordanie. En outre, les employés des médias courent constamment un danger en couvrant le conflit actuel avec Israël. Un caméraman de Reuters âgé de 23 ans, Fadel Shana, a été tué alors qu'il filmait l'incursion de chars israéliens dans la bande de Gaza. Certains prétendent qu'il aurait été délibérément visé par les forces israéliennes.

En Afrique du Nord, les journaux tant en **Algérie** qu'au **Maroc** et en **Egypte** ont subi de nouvelles attaques des autorités ces derniers mois. Pour exercer des pressions sur les médias jugés trop critiques, les gouvernements de ces pays n'hésitent pas à leur imposer des amendes très lourdes qui compromettent leur existence même, ou à les interdire purement et simplement.

En **Algérie**, des journaux se retrouvent devant les tribunaux chaque semaine pour diffamation et insulte publiques. En mars, Omar Belhouche, l'éditeur du quotidien de langue française *El Watan*, et Chawki Amari, un éditorialiste du même titre, ont été condamnés à deux mois de prison et à des dommages et intérêts d'un million de dinars (10.000 euros) pour des commentaires parus dans un article d'*El Watan* en juin 2006. Ils ont fait appel de la sentence. Dans une autre affaire, Yasser Abdelhai, un journaliste du quotidien *Echourouk El Youmi*, a été condamné à payer quatre millions de dinars (40.000 euros) de dommages et intérêts pour quatre procès en diffamation. Abdelhai a fait l'objet de 26 poursuites judiciaires depuis 2002.

Un article publié par le quotidien de langue arabe *Al Massae* au **Maroc** a entraîné un véritable clivage dans la presse du pays début 2008. Cet article disait qu'un prétendu mariage homosexuel avait eu lieu, déclenchant ainsi des attaques contre les personnes ayant soi-disant participé à la cérémonie. La presse de langue française plus libérale a protesté vigoureusement contre le journal *Al Massae*, l'accusant de discours de haine. Cette controverse a fait apparaître la difficulté des médias marocains à couvrir la diversité sexuelle, culturelle, politique et idéologique, et les divisions du pays sur les questions d'ordre politique et idéologique. Au final, des peines de prison ont été infligées aux personnes présentes au prétendu mariage pour "perversion", mais aussi à Rachid Ninni, le directeur du groupe de presse *Al Massae*, accusé de diffamation. Il a écopé d'une amende record de six millions de dirhams (524.000 euros), qui a mis en péril toutes les opérations du groupe. Un autre développement inquiétant au Maroc réside dans les récentes attaques lancées contre des employés des médias. Cinq journalistes ont été attaqués en diverses occasions par des assaillants non identifiés durant les cinq premiers mois de 2008, et en avril, quatre journalistes ont été frappés par des policiers alors qu'ils couvraient des manifestations.

En **Egypte**, le gouvernement a poursuivi sa politique de répression à l'encontre les médias à travers un certain nombre d'actions ces derniers mois. En janvier, une journaliste de la chaîne de télévision panarabe Al-Jazeera a été brièvement détenue après avoir été condamnée à six mois de prison pour un film sur le recours à la torture dans les commissariats égyptiens. Le blogueur égyptien Abbas Wael, qui a acquis une réputation internationale pour ses reportages sur les droits de l'homme, vit sous la pression et le harcèlement constants des responsables gouvernementaux. Les autorités ont également interdit ou restreint un certain nombre d'entreprises de médias pour tenter de juguler les articles évoquant le mécontentement croissant dans la société égyptienne. Sur une note plus positive, le tribunal administratif a rejeté en décembre une requête déposée le 29 décembre 2007 par le juge Abdul Fattah Murad réclamant l'interdiction de 51 sites web égyptiens. En rendant sa décision, le tribunal a souligné l'importance de la liberté d'expression.

Sous le président Ben Ali, la **Tunisie** reste un des pays les plus répressifs du monde arabe, caractérisé par l'absence de média indépendant et les punitions impitoyables infligées aux journalistes et aux défenseurs de la liberté de la presse. Sihem Bensedrine, une rédactrice dont la notoriété est internationale, et son mari Omar Mestiri, un éditeur, ont été sauvagement attaqués par la police et arrêtés à leur arrivée en Tunisie en mars. Le journaliste Slim Boukhdar purge actuellement un an de prison pour "outrage à fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions", "atteinte aux bonnes moeurs", et "refus de présenter ses papiers d'identité". Début mai, il a entamé une grève de la faim, protestant contre une interdiction de prendre une douche durant six semaines, l'ayant conduit à avoir des escarres. Le président français Nicolas Sarkozy a été largement critiqué par les organisations de défense des droits de l'homme fin avril, quand il a déclaré lors d'un voyage en Tunisie, que "la sphère de liberté progresse aujourd'hui" dans le pays.

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Journalistes tués : Somalie (1)
TOTAL = 1

En Afrique sub-saharienne, la couverture médiatique des rébellions et des zones de conflit s'est révélée de plus en plus dangereuse, les gouvernements n'hésitant pas à utiliser les chefs d'accusation de sédition et "d'atteinte à la sécurité nationale" pour intimider les médias indépendants et d'opposition. Le fait de contester ou de critiquer le président, les membres du gouvernement ou l'armée conduit aussi de nombreux journalistes africains en prison. Les élections ont exacerbé les tensions et rendu la pratique d'un journalisme précis et adéquat encore plus difficile et risquée.

Après une période de relative liberté consécutive au coup d'état militaire de 2005, la presse indépendante en **Mauritanie** est devenue une fois de plus la cible des pressions gouvernementales. Le gouvernement, arrivé au pouvoir en mars 2007, a limité ses contacts avec les médias, traitant uniquement avec certains rédacteurs et renforçant ses liens avec eux, tout en se coupant complètement de leurs confrères moins complaisants, en leur refusant des subventions et d'autres aides financières, ou en limitant l'accès à l'information.

Le Conseil National de la Communication en **Guinée** a interdit les publications de *La Vérité*, de *L'Observateur* et de *La Nouvelle* pour des périodes prolongées au début de l'année, en raison de leurs articles critiques envers l'administration présidentielle, le gouvernement et l'armée.

Après avoir passé quatre mois derrière les barreaux pour “atteinte à la sécurité de l'état” au **Niger**, le directeur du bimensuel *Air Info* a été libéré en février. Son arrestation faisait partie d'une vague de répression gouvernementale à l'encontre de la couverture médiatique d'une rébellion de nomades Touaregs au nord du pays. Durant cette répression, deux journalistes de la télévision française ont été en prison pendant un mois. Un mois plus tard, le directeur de la rédaction d'une publication bihebdomadaire indépendante, *L'Eveil Plus*, a été condamné en février à un mois de prison suite à une plainte déposée par le procureur général du Tribunal de Niamey. Cette accusation est liée à un éditorial critiquant la différence de traitement judiciaire dans de deux affaires de corruption très médiatisées.

Le recours aux accusations de sédition s'est intensifié au **Nigeria** pour intimider et sanctionner les journalistes qui couvrent les présumés cas de corruption et de mauvaise gestion dans les hautes sphères du pouvoir. Un autre domaine de reportage très sensible est la région du Delta du Niger, où l'armée nigérienne se bat contre plusieurs groupes armés. Dans ce contexte, quatre réalisateurs de documentaires américains et un citoyen nigérian ont été arrêtés et sont restés pendant cinq jours entre les mains des services de sécurité à Abuja, en avril.

Suite à l'état d'urgence national décrété au **Tchad** le 14 février, de nouvelles restrictions drastiques ont été placées sur la couverture de la rébellion armée et de toute information “portant atteinte à l'unité nationale.” En outre, un décret présidentiel du 20 février a amendé la loi sur la presse pour pénaliser de manière effective toute couverture critique sur des sujets sensibles comme les affaires gouvernementales, la rébellion armée et les relations ethniques. Ce décret impose également de nouvelles conditions pour lancer un journal. Des descentes de police ont été effectuées dans des salles de rédaction, la censure avant publication reste de vigueur, et de nombreux journalistes indépendants ont été obligés d'entrer dans la clandestinité.

Dans le **Soudan** voisin, le gouvernement a rétabli en février la censure pour les médias privés suite à des articles indiquant que le gouvernement avait apporté son soutien à une offensive rebelle tchadienne contre le gouvernement de N'Djamena. Dans ce contexte, les journalistes sont souvent interrogés et des exemplaires de journaux saisis.

Quatorze journalistes, dont Dawit Isaac, le fondateur de l'hebdomadaire aujourd'hui interdit *Setit*, sont toujours derrière les barreaux en **Erythrée** et souvent placés en isolement cellulaire dans des prisons tenues secrètes. L'Erythrée est l'un des régimes africains parmi les plus répressifs envers les médias et le plus grand geôlier de journalistes du continent.

Le reporter de l'agence nationale de presse somalienne, Hassan Kafi, a été tué le 28 janvier par une mine terrestre commandée à distance, alors qu'il se rendait à une conférence de presse. En 2007, huit journalistes somaliens ont été tués en raison de leurs activités, le second bilan le plus lourd après l'Irak. En mars, les forces de sécurité gouvernementales de **Somalie** ont fait une descente dans les locaux de Horn Afrik, Radio Shabelle et Radio Simba, confisquant du matériel pour les empêcher de couvrir un combat meurtrier entre des soldats et des insurgés au centre de Mogadiscio. Le gouvernement a affirmé qu'il n'avait pas ordonné ces raids.

Un niveau élevé de pressions économiques et politiques continue de mettre en danger les médias indépendants au **Gabon**. Le Conseil National de la Communication est un

instrument décisif dans l'arsenal gouvernemental pour réduire les journalistes critiques au silence. Une des dernières sanctions en date est une interdiction de trois mois imposée en mars à la publication privée *Tendance Gabon*. Le journal avait repris un article paru dans *Le Monde* sur une enquête française concernant les résidences luxueuses privées acquises à Paris par cinq dirigeants de nations africaines riches en pétrole, dont le président Omar Bongo.

En **République Démocratique du Congo**, les violations de la liberté de la presse se poursuivent sans discontinuer. Le grand reporter Maurice Kayombo du mensuel privé *Les Grands Enjeux* a été arrêté pendant 34 jours pour un article qui n'avait toujours pas été publié concernant une importante affaire de corruption.

Au **Kenya**, les médias n'ont pas exacerbé la crise politique qui a suivi une élection présidentielle très disputée en décembre, pas plus qu'ils n'ont incité à la violence. Les journaux et les émissions ayant réussi à échapper à l'interdiction imposée aux médias par le gouvernement du président Kibaki, entre le 30 décembre 2007 et le 4 février 2008, ont surtout diffusés des messages de paix. Certains observateurs considèrent toutefois qu'en agissant ainsi, les médias kenyans ont failli dans leur devoir de rapporter les faits et d'informer le public.

En **Ouganda**, la publication bimensuelle indépendante *The Independent* est sous le feu des projecteurs du gouvernement depuis avril après les enquêtes menées par le journal sur les centres de détention illégaux ouverts dans les banlieues de Kampala. La police a fait un raid dans les locaux du journal, saisissant ses équipements et arrêtant des employés, les accusant de "possession de matériaux séditeux" et de "publication d'articles incendiaires."

Juste avant les élections présidentielles et parlementaires du 29 mars, le gouvernement du **Zimbabwe** a utilisé à nouveau sa loi sur l'accréditation des journalistes — connue sous le nom de loi sur l'accès à l'information et sur la protection de la vie privée — pour empêcher la plupart des grands médias internationaux ainsi que les journalistes locaux de couvrir les élections dans le pays. Le journaliste du *New York Times* Barry Bearak, et le journaliste britannique freelance Steve Bevan, ont été détenus pendant cinq jours dans la prison centrale d'Harare pour avoir travaillé sans accréditation, avant d'être jugés puis relâchés. Plus récemment, le rédacteur en chef du *Standard*, Davison Maruziva, a été accusé de "publication de fausses déclarations préjudiciables à l'état et d'outrage à la cour" pour avoir publié un éditorial du chef de l'opposition, Arthur Mutambara, critique à l'égard du régime du Président Robert Mugabe.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Journalistes tués : Russie (2)

TOTAL = 2

La liberté de la presse continue d'être mise à mal dans différents pays d'Europe et d'Asie centrale, de manière subtile ou manifeste. Les menaces de mort et les procès demeurent malheureusement monnaie courante pour les journalistes qui couvrent des sujets, tels que les conflits, les crimes de guerre, le crime organisé, ou même pour ceux qui osent tourner en dérision les représentants de l'état ou les symboles nationaux ou religieux.

Plusieurs journaux au **Danemark** ont décidé en février de republier la caricature controversée du dessinateur du *Jyllands-Posten* Kurt Westergaard après la découverte d'un

complot visant à l'éliminer. Westergaard est désormais placé sous la protection des services secrets danois.

En **France**, Guillaume Dasquié, un journaliste spécialiste des questions secret défense, a été placé en garde à vue en décembre pendant une nuit et sommé de révéler ses sources pour un article paru le 16 avril 2007 dans *Le Monde* et intitulé "Le 11 septembre : les français en savaient long." Basé sur des dossiers classés top secret, cet article révélait que les services secrets français avaient prévenu leurs homologues américains huit mois avant les attentats du 11 septembre d'un éventuel complot terroriste impliquant des détournements d'avions qui viendraient percuter des immeubles. Menacé de détention préventive, Dasquié n'a pas voulu révéler sa source principale, mais il a confirmé un nom pour éviter la détention.

En février, le Président Nicolas Sarkozy a porté plainte contre l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* pour la publication d'un article disant que Sarkozy avait proposé à son ex-femme d'annuler son prochain mariage si elle revenait. Sarkozy a abandonné les charges, lorsque l'auteur de l'article a présenté ses excuses auprès de sa nouvelle épouse. En mai, Sarkozy a accusé de parti pris l'Agence France-Presse (AFP) et *Le Parisien* et *L'Express*, en disant qu'ils n'avaient pas couvert comme il convenait une décision négative rendue par le tribunal contre son adversaire aux élections présidentielles de 2007, Ségolène Royal.

Les menaces contre les journalistes qui écrivent des articles sur la mafia augmentent en **Italie**. Une dizaine de journalistes environ travaillent sous protection policière, notamment Lirio Abbate, le correspondant à Palerme de l'agence de presse Ansa.

En **Slovaquie**, une loi controversée sur la presse adoptée en avril garantit le droit de réponse à tout individu ou entité juridique dont l'honneur ou la dignité a été affecté par la publication d'une "fausse déclaration", que celle-ci soit vraie ou non. Les réponses doivent être placées au même endroit que l'article original dans le journal, et de taille équivalente. Tout journal refusant d'offrir une couverture identique pour une réponse de ce type s'expose à devoir verser d'éventuelles compensations financières. On craint que cette loi ne laisse la porte ouverte à des litiges sans fondement qui pourraient menacer l'existence même des entreprises de presse.

En **Croatie**, Drago Hedl, rédacteur à l'hebdomadaire *Feral Tribune*, qui enquêtait sur les crimes de guerre commis contre les civils serbes dans la ville d'Osijek en 1991, a reçu des menaces de mort en février. L'hebdomadaire affirme que suite à ces articles sur le procès de M. Glava, accusé de crimes de guerre, certains journalistes du titre, notamment Hedl, ainsi que des témoins ont été menacés de mort. En avril, Ivo Pukanic, copropriétaire et directeur de *Nacional*, un magazine d'information hebdomadaire croate, a échappé de peu à une tentative d'assassinat devant son domicile au moment où des assaillants non identifiés ont fait feu dans sa direction.

Les menaces contre la radiotélévision indépendante B92 en **Serbie** se sont intensifiées et une centaine de manifestants opposés à la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo ont assiégé le bâtiment de B92 le 21 février.

La Cour Suprême de **Biélorussie** a décrété en janvier qu'Aleksandr Sdvizhkov, un rédacteur de l'hebdomadaire aujourd'hui fermé *Zgoda* (Consensus), était coupable d'incitation à la haine religieuse pour avoir reproduit les dessins controversés du Prophète Mahomet en 2006. Sdvizhkov a été condamné à trois ans de prison, mais a été libéré après

avoir purgé une peine ramenée à trois mois. Le journal avait couvert un candidat de l'opposition durant les élections présidentielles de 2006 avant d'être fermé.

En mars, deux journalistes ont été arrêtés alors qu'ils couvraient une manifestation pacifique à Minsk. Les deux hommes sont accusés d'avoir organisé et tenu des manifestations publiques non autorisées. Peu de temps après, le KGB lançait une perquisition à l'échelle nationale dans les locaux et les bureaux de médias et de journalistes indépendants, les accusant d'avoir diffamé le Président Lukashenko dans des dessins publiés en 2005.

La politique visant à empêcher toute couverture indépendante des questions sensibles semble avoir gagné du terrain en **Russie**. Les amendements à la loi sur la lutte contre les activités extrémistes adoptés en 2006 et en 2007 se sont déjà révélés une arme efficace contre les médias critiques envers les autorités. Avant les élections parlementaires de décembre et les élections présidentielles de mars, les cas de harcèlement et de violence contre des journalistes se sont multipliés, et les médias grand public ont affiché clairement leur soutien aux candidats du parti au pouvoir.

La Douma a adopté en avril un amendement à la loi fédérale sur les médias de masse qui ajoute, à la liste des activités constituant un "mauvais usage de la liberté des médias", "la distribution d'informations pouvant en toute connaissance de cause offenser l'honneur et la dignité d'autrui ou dénigrer sa réputation". Ce nouveau délit aurait offert au gouvernement un prétexte tout trouvé pour fermer une entreprise de médias. Toutefois le 19 mai, le Président de la Douma, Boris Gryzlov, un des principaux chefs de Russie Unie, a annoncé que son parti modifiait sa position et que la Chambre basse ne voterait pas cette loi.

Dans le **Caucase du Nord**, les médias sont toujours soumis à des pressions politiques, des lois répressives, des tracasseries administratives, des contrôles financiers abusifs, des menaces directes et des accusations de diffamation. S'ajoutant à cela, les difficultés économiques et le faible niveau professionnel des médias locaux se traduisent par une couverture médiatique faussée des conflits dans la région.

Ilyas Shurpayev, un reporter né au Daghestan qui couvrait les conflits dans le Caucase du Nord pour la chaîne d'état russe Channel One, a été retrouvé poignardé et étranglé avec une ceinture dans son appartement le 21 mars. Plus tard ce jour-là, dans une affaire distincte, des hommes armés ont abattu Gadzhi Abashilov, le responsable de la chaîne de télévision contrôlée par l'état au Daghestan, dans la capitale du pays, Makhachkala.

Sur fonds d'hostilité croissante envers les médias indépendants et d'opposition en **Azerbaïdjan**, Eynulla Fatullayev, le rédacteur en chef des journaux indépendants *Realni Azerbaijan* et *Gundelik Azerbaijan*, a été accusé de terrorisme, incitation à la haine ethnique et fraude fiscale et a été condamné à huit ans et demi de prison. En mars, Genimet Zakhidov, le rédacteur en chef du journal *Azadlig*, a écopé de quatre ans de prison pour "hooliganisme". Son frère et collègue Sakit Zakhidov purge actuellement trois ans de prison pour possession d'héroïne. Sakit a déclaré qu'un policier avait caché la drogue. La violence et la menace de violence contre les journalistes sont devenues fréquentes en Azerbaïdjan et ont contribué à une nouvelle détérioration de la situation de la liberté d'expression dans le pays.

La répression des médias indépendants et d'opposition en **Ouzbékistan** s'est intensifiée depuis le massacre en mai 2005 de civils par les forces de sécurité ouzbeks dans la ville d'Andijan. Les journalistes indépendants sont harcelés et menacés, alors que les

restrictions placées sur les reporters étrangers et leurs correspondants locaux ont augmenté. Cinq journalistes indépendants et d'opposition purgent actuellement de longues peines de prison en représailles pour leurs reportages.

L'article 301 controversé du Code pénal en **Turquie** assimilant à un délit toute attaque contre la "turquicité" a été amendé en avril pour remplacer le terme "turquicité" par l'expression "nation turque", exiger la permission du ministre de la Justice pour engager des poursuites, et ramener la peine maximale de trois à deux ans. Le nombre de poursuites engagées contre des journalistes, des éditeurs et des activistes au titre de l'article 301 est passé de 29 en 2005 à 72 en 2006. Rien qu'entre juillet et septembre 2007, 22 accusations ont été lancées au titre de l'article 301, la plupart contre des journalistes. En 2006, le journaliste et rédacteur arméno-turc Hrant Dink a été poursuivi en application de l'article 301 pour offense à la "turquicité" et a reçu six mois de prison avec sursis. Dink a été assassiné en janvier 2007 par des nationalistes radicaux.

ASIE

Journalistes tués : Afghanistan (1), Inde (1), Népal (1), Pakistan (4), Philippines (1), Sri Lanka (3)
TOTAL = 11

Dans toute l'Asie, les médias indépendants restent confrontés à une série d'obstacles et sont surtout victimes de gouvernements hostiles et de conflits internes. En Afghanistan et au Pakistan, les journalistes continuent de se battre pour la liberté d'expression. Les dictatures de Birmanie, de Corée du Nord et du Laos ne permettent à aucun média indépendant d'opérer à l'intérieur de leurs frontières.

L'approche des Jeux Olympiques a déclenché un débat international sur la liberté d'expression en **Chine**, intensifié par l'interdiction faite aux médias étrangers de couvrir les émeutes de mars au Tibet. La Chine a non seulement failli à respecter ses engagements pris dans le cadre de la préparation de Pékin à accueillir les Jeux Olympiques 2008, mais les autorités continuent d'arrêter et de condamner des journalistes à de longues peines de prison. Le cas le plus récent est celui du journaliste Qi Chonghuai de *China Legal News* dans la province de Shandong, condamné mi-mai à quatre ans de prison pour fraude et extorsion de fonds. Le journaliste indépendant He Yanjie a été condamné à deux ans d'emprisonnement lors du même procès. Les deux journalistes avaient publié avec un ami, Ma Shiping, l'article d'un site web basé à l'étranger accusant un responsable d'avoir battu une femme arrivée en retard à son travail. Ils avaient également publié les photos d'un bâtiment luxueux abritant le gouvernement de Tengzhou sur le forum de discussion anticorruption de l'agence de presse Xinhua. Ma est toujours en attente de jugement. Plusieurs autres journalistes ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison ces six derniers mois.

Au lendemain du soulèvement de septembre 2007 en **Birmanie**, les autorités ont continué à imposer des restrictions sévères sur la libre circulation de l'information dans un effort pour isoler encore plus le pays du reste du monde. En janvier, le prix d'une licence pour posséder une antenne satellitaire est passé de 6.000 à 1 million de kyats (de 3 à 513 euros) pour limiter l'accès de la population aux médias étrangers. En février, les rédacteurs en chef de 15 publications ont reçu un avertissement des autorités leur imposant de ne pas publier sur leur édition internet d'article n'ayant pas été vérifié par les censeurs. Quelques jours plus tard, le rédacteur en chef et le directeur de l'hebdomadaire *Myanmar Nation* étaient arrêtés et

accusés de posséder un article signé de Paulo Sergio Pinheiro, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des Droits de l'homme au Myanmar. Au printemps, l'accès à Internet a été limité et il était parfois difficile de téléphoner en Birmanie de l'étranger. Malgré cela, les citoyens birmans ont continué à apporter des informations au monde extérieur à travers Internet, souvent au péril de leur vie. Quand le cyclone Nargis a frappé la Birmanie début mai, les entreprises de médias opérant à partir de l'étranger en collaboration avec des journalistes locaux ont permis à des informations non censurées de quitter le pays. Les journalistes étrangers ont été contraints de voyager dans le pays avec des visas touristiques, travaillant sous un pseudonyme. Les journalistes locaux ont bénéficié d'une plus grande liberté pour voyager à travers le pays, mais sont toujours extrêmement contrôlés dans leur travail. En janvier, le lauréat de la Plume d'Or de la Liberté U Win Tin, qui est emprisonné depuis juillet 1989, a été conduit à l'hôpital pour y être opéré d'une hernie.

Au **Vietnam**, le gouvernement a arrêté plusieurs journalistes et journalistes Internet ces derniers mois, démentant une tendance jusque-là positive dans le domaine de la liberté d'expression. En avril, Nguyen Hoang Hai, un célèbre blogueur vietnamien, a été arrêté après avoir participé à des manifestations contre la situation des droits de l'homme et de la liberté de la presse en Chine. En avril, le journaliste indépendant Truong Minh Duc a été condamné à cinq ans de prison, et le journaliste américain Le Hong Thien, qui s'était rendu au Vietnam pour couvrir le relais de la torche Olympique, s'est vu confisquer son passeport et a été placé en résidence surveillée. En mai, les journalistes Nguyen Van Hai et Nguyen Viet Chien ont été arrêtés et accusés d'"abus de pouvoir" suite à leur enquête en 2005 sur une vaste affaire de corruption impliquant des membres du gouvernement. Cette affaire, qui a été largement couverte par la presse nationale, avait entraîné l'inculpation d'une dizaine de personnalités politiques, notamment le ministre des transports, et avait été considérée à l'époque comme un signe majeur du renforcement de la liberté des médias dans le pays. En mai également, le journaliste Somsak Khunmi, un citoyen thaïlandais qui collabore à Radio New Horizon a écopé de neuf mois de prison pour terrorisme. Le seul développement positif au Vietnam est la libération inattendue en janvier de la journaliste et écrivaine Tran Khai Thanh Thuy après un procès d'une journée à l'issue duquel elle avait été condamnée à neuf mois et 10 jours de prison pour "trouble de l'ordre public".

La presse jouit généralement d'un degré élevé de liberté aux **Philippines**, mais des organisations de médias ont massivement protesté en janvier contre un "avertissement" du ministère de la Justice (DOJ), prévenant les journalistes que leur "responsabilité pénale" serait engagée s'ils "désobéissaient aux ordres des responsables et du personnel gouvernemental" en "cas de crise". L'absence de tout terme concret permet une large interprétation de cette phrase et pose une menace aux journalistes dans leur travail d'information auprès du public. En février, les médias ont été empêchés de filmer à partir du ciel un important défilé de protestation contre la Présidente Gloria Macapagal Arroyo. Les organisateurs ont invoqué la sécurité des manifestants pour justifier cette interdiction, mais selon les médias, le pouvoir cherchait à les empêcher de filmer l'ampleur de la manifestation. Fernando Linutan, un journaliste de la radio dxGO, a été tué la veille de Noël.

Les conditions de travail des médias en **Afghanistan** n'ont cessé de se dégrader alors que le pays continue de se heurter à une série d'obstacles dans ses efforts pour établir un régime démocratique. Fin mars, des hommes armés ont détruit Radio Zafar, une station de radio indépendante basée hors de Kaboul, et en mars également le Ministre de l'Information et de la Culture a ordonné aux chaînes de TV afghanes d'arrêter de diffuser des images "sensuelles" après la diffusion de programmes télévisés montrant des hommes et des femmes

en train de danser ensemble. La peine de mort prononcée en février à l'encontre de Sayed Parwez Kambakhsh, accusé de blasphème et d'offense à l'Islam, a suscité un tollé international et a été largement condamnée par les journalistes en Afghanistan. On pense que Kambakhsh, qui est âgé de 23 ans, a en réalité été puni pour des articles écrits par son frère, l'éminent journaliste Sayed Yaqub Ibrahim, qui avait critiqué vigoureusement les autorités et les seigneurs de guerre locaux. Kambakhsh attend actuellement le verdict en appel dans une prison de Kaboul. Un journaliste a trouvé la mort en Afghanistan au cours des six mois écoulés. Le journaliste norvégien Carsten Thomassen du journal *Dagbladet* est mort mi-janvier dans un attentat suicide à la bombe dans l'hôtel de Kaboul où il séjournait.

Au **Pakistan** voisin, la presse indépendante a fait l'objet d'une immense pression au lendemain de l'assassinat le 28 décembre 2007 de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto. Des poursuites judiciaires auraient été engagées contre 78 journalistes en vertu des lois anti-terroristes et anti-émeutes. Ces journalistes affirment tous qu'ils sont visés en raison de leurs reportages. En outre, des réglementations très strictes ont été imposées aux médias avant les élections générales de février. En mai, les médias ont fait l'objet de pressions dans leur couverture du système judiciaire pakistanais. Selon un décret, les journalistes devront révéler leurs sources et les médias ne pourront pas publier d'article impliquant un juge sans autorisation préalable des autorités judiciaires. Quatre journalistes ont été tués au Pakistan depuis novembre 2007. Zubair Ahmed Mujahid, un correspondant du quotidien *Jang*, a été abattu en novembre 2007, Chishti Mujahid, un journaliste travaillant pour le journal *Quetta*, a été tué devant son domicile début février et Siraj Uddin, reporter au journal *The Nation*, a trouvé la mort lors d'un attentat suicide lors des funérailles d'un policier assassiné fin février.

Des meurtres de journalistes ont également eu lieu en **Inde** et au **Népal**. Ashok Sodhi, un photojournaliste indien du journal *Daily Excelsior*, a été tué alors qu'il couvrait une prise d'otages durant laquelle les forces de sécurité ont échangé des tirs avec des militants présumés. L'éditeur népalais Pushkar Bahadur Shresta des publications *Highway Weekly* et *New Season* a été abattu en janvier par un homme qui prétendait que ce journaliste appartenait à la "mauvaise" région du pays.

La situation de la liberté de la presse au **Sri Lanka** est restée critique ces six derniers mois en raison du conflit armé entre les troupes gouvernementales et les séparatistes tamouls. Trois employés des médias, le journaliste Isaivizhi Chempiyan et les techniciens Suresh Linbiyo et T. Tharmalingam de la radio La Voix des Tigres, ont été tués au cours d'une attaque délibérée des Forces aériennes sri lankaises fin novembre 2007. En mai, Gotabhaya Rajapaksa, Secrétaire à la Défense et frère du Président, a appelé à interdire les entreprises de médias indépendantes qu'il a accusé de publier des articles défavorables aux forces de sécurité. Les organisations internationales de défense de la liberté de la presse ont exprimé à maintes reprises leur préoccupation face aux attaques contre les médias, et au manque de respect des autorités gouvernementales envers la presse.